



INSTITUT
POUR LA JUSTICE
CITOYENS POUR L'ÉQUITÉ

Paris, le 4 mai 2016

Suppression des tribunaux correctionnels pour mineurs : victoire de la politique de l'autruche !

L'Institut pour la Justice, think tank citoyen œuvrant pour une justice plus protectrice des citoyens et plus équitable à l'égard des victimes, **s'inquiète vivement de la suppression des tribunaux correctionnels pour mineurs votée par la commission des lois.**

Les Tribunaux correctionnels pour mineurs ont pour vocation de répondre à la délinquance juvénile la plus active pour laquelle toutes les autres procédures ont échoué. Leur suppression marque **un désarmement pénal grave et inopportun qui délivre un message d'impunité** à l'heure où notre justice ne parvient pas à faire face à l'inexécution des peines qu'elle prononce.

Ce retrait est aussi **une défiance à l'égard des Français** dans leurs attentes en matière de justice ; rappelons que 275 000 personnes ont signé la pétition de l'Institut pour la Justice demandant le maintien de ces tribunaux.

Au regard des chiffres inquiétants de la délinquance juvénile qui a augmenté de 575% depuis 1990, représentant plus d'un quart des mis en cause pour des faits de viols et de vols, **la solution de nos élus serait donc de ne rien faire ?**

L'Institut pour la Justice refuse catégoriquement cette politique de l'autruche qui ne répond pas à la violence à laquelle est exposée notre jeunesse ainsi que l'ensemble de nos concitoyens.

Contact presse : Arnaud Beck, 06 98 76 58 58

L'Institut pour la Justice est une association loi 1901 qui fédère des centaines de milliers de citoyens ; c'est aussi un think tank qui regroupe des juristes, des praticiens du droit et des criminologues. Son objectif est de promouvoir une justice plus protectrice pour les citoyens et plus équitable vis-à-vis des victimes. Son indépendance est garantie par son refus de toute subvention publique ou privée, ses actions étant financées par ses 50 000 membres donateurs. Créé en 2007, l'Institut pour la Justice s'est fait connaître du grand public par son Pacte 2012, signé par plus de 1 700 000 internautes.